



**Exposé succinct par M. Ahmed LAHLIMI ALAMI de quelques résultats
de l'Enquête Nationale sur la Perception par les ménages de quelques cibles des
principaux Objectifs de Développement Durable**

Au plan de la dimension environnementale :

Je me limiterai à relever la large perception par nos concitoyens (60%) des changements climatiques et de leurs effets sur la régularité des pluies, le niveau des températures et le niveau des ressources en eau.

Les perceptions négatives se réfèrent aux insuffisances en matière d'assainissement liquide (26%), de gestion des déchets (65%), ainsi qu'à la promiscuité démographique dans les lieux d'habitat et la pollution de l'air.

En dehors de sa facture jugée élevée par la majorité, l'accès à l'eau et l'électricité est largement perçu comme satisfaisant. Un point de vue négatif est exprimé sur le niveau de qualité et de sécurité des transports routiers ainsi que sur celui des espaces verts et de la forêt avec une large demande, pour les protéger, d'une plus grande sévérité dans le contrôle et la sanction.

Aux plans de la santé et de l'enseignement :

Les reproches récurrents ciblent largement l'éloignement et le faible équipement des structures sanitaires et scolaires, avec une mention particulière du mauvais accueil et de la corruption dans les centres sanitaires. La faiblesse des équipements sociaux, le faible niveau du personnel et le faible rendement externe de l'enseignement sont largement mis en exergue. Si, à cet égard, 80% de nos

concitoyens ont inscrit leurs enfants dans les établissements d'enseignement public, 43% accordent leur préférence à ce secteur de l'enseignement, alors que 30% souhaitent une politique d'encouragement à l'enseignement privé.

Aux plans de la croissance et de l'emploi :

Pour 57%, la finalité de la politique économique doit être l'emploi, pour 33% l'amélioration des conditions de vie et pour 10% la création de la richesse nationale. Il est à cet égard remarquable que parmi les différentes catégories d'emploi, 41% privilégie l'auto-emploi, 33% l'emploi public et 5% l'emploi dans le secteur privé.

Au plan de la paix sociale :

Pour les 2/3 des ménages, la criminalité dans leur environnement c'est d'abord les vols ou les actes de violence physique. Le chômage et la drogue en sont perçus comme les principales causes. Plus de 50% perçoivent, par ailleurs, une hausse de la corruption pratiquement dans tous les domaines et institutions et, en particulier, dans le secteur de la santé. Pour faire face à ces maux, une plus grande rigueur de la loi et une plus grande sévérité de la justice sont considérées comme la solution souhaitable. Malgré cela, il est remarquable que **50% au total, – 47,8% en milieu urbain et 52,2% en milieu rural – sont pour l'abolition de la peine de mort.**

Au plan du niveau de vie :

En décalage avec les données statistiques basées sur les différentes méthodes d'analyse, près de 44% de nos concitoyens considèrent que l'extrême pauvreté est une réalité dans leur environnement. Plus de 80% d'entre eux pointent la mendicité comme un phénomène fréquent ou très fréquent et 45% en attribuent la raison au chômage, 33% à la lucrativité de la pratique. D'une façon générale, le chômage, la précarité de l'emploi et les difficultés d'accès aux programmes sociaux avec un accent

particulier sur les limites de la protection sociale et de la couverture médicale sont cités comme les causes explicatives de l'indigence sociale.

Au plan de l'égalité des sexes :

L'égalité des sexes au Maroc est perçue comme une réalité par 41% de la population. Plus de 70% attribuent l'origine des inégalités dans ce domaine aux valeurs héritées de la tradition et à des comportements innés chez l'homme. En grande majorité favorable à la parité hommes-femmes dans tous les domaines de la vie économique et institutionnelle, **la population est, cependant, à 87% contre toute parité dans le partage de l'héritage.**

A cet égard, il y a lieu de noter le décalage paradoxal, dans ce domaine, entre l'expression d'une adhésion à l'égalité des sexes dans tous les domaines et à la parité dans toutes les institutions, d'une part et l'accord donné par plus de 60% de la population à des affirmations telles que : « *la priorité doit être donnée aux hommes dans le marché du travail* » ou encore « *le travail de la femmes se fait au détriment de l'éducation des enfants* » ou encore « *les hommes sont plus capables d'assumer les responsabilités que les femmes* ».

En conclusion, à travers la perception transversale que nos concitoyens ont de l'origine des maux et déficits sociaux qu'ils dénoncent, d'une part et celle qu'ils ont des atouts de leur pays, je voudrais attirer l'attention sur les données suivantes :

- la large incrimination par nos concitoyens de la pauvreté, du chômage et de la drogue dans les phénomènes de la violence, comme leur incrimination des inégalités dans le domaine de l'emploi, de la santé et des services sociaux à la corruption et au népotisme.
- l'explication récurrente de nos concitoyens par le peu de rigueur du système coercitif qu'ils donnent, par ailleurs, à tous les maux et déficits sociaux qu'ils

dénoncent dans leur vie quotidienne, ils expriment l'existence dans notre société d'une large demande d'ordre.

Par ailleurs,

- pour plus de 80%, le Maroc arrivera à réaliser totalement l'ensemble des ODD à l'horizon 2030 ;
- 50% de nos concitoyens déclarent avoir pris des initiatives en faveur de l'environnement au cours des 5 dernières années et 65% se déclarent disposés à en prendre pour contribuer à sa protection par le recours, notamment, à l'énergie solaire au lieu du gaz et du bois ;
- plus de 90% de nos citoyens jugent notre société paisible et en attribuent les conflits, quand ils existent, à un déficit moral ;

Au total, l'ensemble des réponses données par nos concitoyens aux questions posées par l'enquête sont largement synthétisées par le tableau ci-dessous qui reproduit leurs réponses à la question suivante :

" Quelles sont les conditions que notre pays doit réaliser pour atteindre les ODD à l'horizon 2030 " .

	Urbain	Rural	Total
<i>La réforme de l'administration</i>	18,3%	19,4%	18,7%
<i>Une présence plus forte de l'autorité de l'Etat</i>	18,7%	17,6%	18,3%
<i>La réforme de l'enseignement</i>	15,2%	11,4%	13,8%
<i>L'égalité d'accès à l'enseignement et à la santé</i>	12,2%	14,2%	13,0%
<i>La démocratie</i>	12,7%	13,2%	12,9%
<i>Le soutien des initiatives privées</i>	11,5%	13,8%	12,4%
<i>La planification</i>	11,3%	10,4%	11,0%

La diversité des questions et des réponses fournies par l'Enquête Nationale sur la Perception par les ménages de quelques cibles des principaux Objectifs de Développement Durable ne peut se résumer à ces quelques remarques. Les différents modules qui la composent mériteraient d'être plus analysés et donner lieu à une explication, par les académiciens, les experts et les acteurs de la vie sociale et politique, pour en tirer les meilleures leçons au profit du développement de notre pays.